

## MÉDITERRANÉE

# Entre la convoitise américaine et le voisinage européen

**La Méditerranée est au centre de concurrences attentistes entre les Etats-Unis d'Amérique (USA) et l'Union européenne. Contre-amiral à la retraite, Jean-François Coustillièr, qui dirige en sa qualité de président le centre des études «Horizons méditerranéens», basé en France, a mis un doigt sur cette dualité, hier, lors d'une conférence qu'il a animée à l'invitation de l'INESG.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Le conférencier a, par un choix délibéré, navigué loin des problématiques nationales, préférant une analyse géopolitique d'ensemble. De plus, il s'est voulu de décliner seulement des appréciations personnelles.

Méthodique, il a, de prime abord, situé l'espace auquel il allait appliquer son analyse : la Méditerranée bien sûr qu'il a définie comme une région de fracture, de crise et de circulation. Autour de cet espace, les USA et l'UE jouent de concurrence mais chacune

des deux puissances agit selon une approche propre, en fonction de ses intérêts propres. Les Américains regardent la Méditerranée comme un axe de pénétration vers l'ensemble euro-asiatique, doublé d'un couloir de circulation. Pour Coustillièr, les USA développent une approche sécuritaire par rapport à ce corridor. Cet intérêt américain pour la région remonte à 1783 déjà. Et, pour le conférencier, deux priorités soulignent l'approche étasunienne : l'accès aux ressources pétrolières et la sécurisation d'Israël. La montée en puis-



Jean-François Coustillièr.

sance de la Chine qui commence à s'impliquer dans des questions internationales (la promesse d'intégrer la FINUL avec 500 hommes et sa participation dans une force internationa-

le de lutte contre la piraterie dans l'océan Indien) renforce l'intérêt américain pour la Méditerranée. L'Union européenne, elle, a son destin intimement lié à celui de la rive sud de la Méditerranée.

D'où, selon Coustillièr, son approche basée sur une politique de voisinage. En cela, la stratégie européenne diffère de celle américaine, dit-il. Et, pour lui, l'Union européenne n'agit pas dans une démarche philanthropique. Elle est guidée par ses intérêts qui, dans certains domaines, sont partagés avec les pays du sud de la Méditerranée.

Le conférencier a sérieusement une tripléte de problématiques qui intéressent en même temps l'UE et la rive sud. L'emploi, l'eau et la sécurité. Une palette à laquelle s'ajoutent les questions de l'environnement, de l'émigration et du commerce illicite dont se nourrissent les économies parallèles.

La solution, selon lui, est que les deux rives de la Méditerranée bâtissent une économie pérenne. Coustillièr estime qu'il est toujours intéressant de voir la Méditerranée inscrite

dans le processus de Barcelone, dans l'UPM plus tard. Cependant, il ne sait pas ce que donnera la stratégie européenne de 2003 qui, aujourd'hui, se trouve en cours de réécriture.

Il a estimé que l'UPM est une démarche intergouvernementale, contrairement à Barcelone qui était une démarche communautaire. Smaïl Hamdani, ancien chef de gouvernement, a estimé, lui, que l'UPM est morte avec l'agression israélienne contre Ghaza.

Et que, par ailleurs, il n'était pas sûr que l'approche américaine reste la même avec la nouvelle administration sous la houlette d'Obama. L'ancien chef de gouvernement a considéré qu'il faille élaborer une nouvelle approche européenne qui ne sera pas une coopération méditerranéenne mais une coopération euro-arabe.

S. A. I.

## RELANCE DE L'UMA

# La solution viendrait de l'extérieur

**Vingt ans après la signature de la Convention de Marrakech portant la création de l'Union du Maghreb arabe, le projet n'a toujours pas abouti à la mise en place d'un espace commun entre les pays de la région.**

**Lotfi Merad - Alger (Le Soir)** - Le niveau des échanges économiques inter-maghrébins, qui ne dépasse pas 3 % du volume total du commerce extérieur des pays membres, illustre parfaitement cet état de fait.

Un blocage qui trouve son origine notamment dans l'absence d'une réelle volonté politique chez les dirigeants des pays membres d'une relance effective de l'union.

Pour Amar Djefal, professeur à l'Université des sciences politiques d'Alger, «l'absence de forces actives économiques internes qui soutiennent ce projet fait que seules des pressions "économiques" extérieures pourraient booster l'UMA».

Selon lui, «la nouvelle donne économique mondiale s'oriente vers les espaces communs». Ces espaces communs sont susceptibles d'attirer les investissements

étrangers en offrant plus de possibilité de développement. L'UMA offre théoriquement un marché potentiel de plus de 90 millions d'habitants.

Pour ce professeur d'université, qui intervenait hier à l'occasion d'une conférence sur «l'Union maghrébine : réalité et perspectives», organisée par le Centre Echaâb pour les études stratégiques, l'approche économique pourrait contribuer à concrétiser l'UMA.

Une solution d'ordre économique qui viendrait donc de l'extérieur. Pour étayer ses propos, Amar Djefal revient sur l'histoire de la

création des grands espaces économiques mondiaux.

Les Etats-Unis d'Amérique comme l'Union européenne ont été créés pour «des objectifs et des considérations économiques». Deux décennies après sa création, l'Union du Maghreb arabe ne cesse, depuis, de faire du surplace.

Les responsables des cinq pays membres à différents niveaux et instances communes continuent, certes, de se rencontrer périodiquement, mais sans résultats palpables.

L. M.

## 5<sup>e</sup> FORUM DE L'OMNIPRATICIEN

# La vaccination anticancéreuse en débat

**L'immunothérapie antitumorale et la vaccination anticancéreuse constituaient le thème principal du deuxième symposium international, premier en Afrique, tenu hier à Alger. Un événement accompagnant le 5<sup>e</sup> forum national de l'omnipraticien qui se poursuivra demain à la faculté de Bouzaréah, Université d'Alger.**

**Wassila Zegtitouche - Alger (Le Soir)** - Un événement organisé par Le Fascicule de la santé en collaboration avec la Société algérienne d'oncologie et le Laboratoire de la chirurgie hépatique, auquel nombre de spécialistes algériens et étrangers participent. «Des experts français, japonais, américains et émiratis discuteront des dernières nouveautés en matière de vaccination antitumorale», dira M. Laouar Abdelhamid, en marge de ce forum. Au cours de ces journées, dix

ateliers seront organisés, apprend-on. «Il s'agit d'une formation au profit de 400 médecins», explique M. Laouar. Ainsi, on comptera 40 praticiens par atelier, dirigé par deux spécialistes. Ils traiteront des soins palliatifs, de l'HTA, du diabète, de la phacoémulsification...

Concernant le nouveau calendrier vaccinal algérien, objet d'une communication présentée par le Dr Abdelkrim Soukehal de l'EHS Laâdi-Flici, on retiendra, selon M. Laouar, président du comité d'organisa-

tion, que l'Algérie a mis en place l'un des plus performants programmes de vaccination. «Actuellement, la disponibilité du vaccin contre l'hépatite B en Algérie, qui prévient des atteintes hépatiques, est une forme de prévention contre les cancers du foie.»

S'agissant de la vaccination contre le cancer de l'utérus, elle serait toujours en phase de négociations, explique notre interlocuteur. «Une commission spéciale travaille pour l'enregistrement de ce vaccin.» Pour la deuxième journée des travaux, les pathologies cardiovasculaires et pneumologiques, notamment la prise en charge de l'asthme en médecine générale ainsi que la conduite à tenir devant un syndrome coro-

narien aigu, seront au programme. En outre, l'épineux problème du diabète avec toutes ses complications, entre autres l'obésité avec le risque du syndrome métabolique qu'elle représente, sera également à l'ordre du jour. A ce sujet, seront présentés les résultats de l'étude Tahina, consacrée à cette maladie qui prend des proportions de plus en plus inquiétantes. Par ailleurs, des sujets se rapportant à la neuropsychiatrie feront, demain, l'objet de débats. On citera la maladie d'Alzheimer et la dépression nerveuse et le rôle de l'omnipraticien face à ces deux maladies. Enfin, le Pr Mohabbeddine Slimane débattrra des nouvelles techniques utilisées en ophtalmologie.

W. Z.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT

# L'Algérie élue à la vice-présidence

M. Cherif Rahmani, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et du Tourisme, prend part au Forum ministériel mondial sur l'environnement, qui se tient à Nairobi - Kenya, depuis le 16 février 2009. Session à laquelle l'Algérie vient d'être élue à la vice-présidence du bureau du Conseil d'administration du PNUE.

M. Cherif Rahmani a fait une intervention durant la plénière lors des consultations ministérielles au nom du groupe africain, exposant les résultats de la conférence africaine des changements climatiques qui s'est tenue à Alger les 19 et 20 novembre 2008, particulièrement la plate-forme africaine sur le climat portant position commune africaine dans le cadre du processus des négociations du nouvel accord mondial sur le climat. Il a aussi soutenu, au nom du groupe africain, l'initiative du Global Green New Deal lancée par le Programme des nations unies pour l'environnement.

M. Cherif Rahmani a présidé la session des consultations ministérielles de la première journée. Durant cette session, les ministres intervenants ont souligné la nécessité de plus d'efforts pour la protection de l'environnement, le développement durable, et à l'instar de l'Algérie, ont insisté sur la question des changements climatiques, qui nécessite l'effort de tous, en considérant le principe de responsabilité commune mais différenciée et tenant en compte les capacités respectives des pays.

## L'alimentation en eau potable suspendue mardi et mercredi dans certaines communes d'Alger

L'alimentation en eau potable sera suspendue mardi et mercredi dans certaines communes d'Alger, suite à des travaux de raccordement de trois conduites principales d'eau potable, qui ont été déviées dans le cadre du projet du tramway, a informé hier la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL).

Il s'agit des communes de Bab Ezzouar (en sa totalité), Bordj-El-Kiffan (en partie), Dar-El-Beïda (en partie) et Mohammadia (en partie), précise la SEAAL dans un communiqué.

L'alimentation en eau potable reprendra «progressivement» dès l'achèvement des travaux, ajoute la même source.

(APS)